

LA LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT

3 rue Récamier
75007 PARIS

RAPPORT

de

FERCO S.A.S

Commissaire aux Comptes

SUR LES COMPTES ANNUELS

(Exercice clos le 31 décembre 2023)

-:-:-:-:-

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DES 22-23 JUIN 2024

– TOULON –





103, Avenue Raspail – 94250 Gentilly
Tél : 01.47.40.81.50
ferco@ferco-experts.fr
www.ferco-experts.fr

Mesdames, Messieurs les Présidents,
Mesdames, Messieurs les Secrétaires Généraux,
Mesdames et Messieurs, représentants des Fédérations,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association **LA LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du Commissaire aux Comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Observations

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les notes de l'annexe « Conventions générales comptables - immobilisations financières » « Eléments relevant de plusieurs postes du bilan » et « Renseignements concernant les filiales et les participations au 31/12/2023 » qui indiquent les engagements et positions comptables avec les entreprises liées et les entités du réseau.

JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du Code de Commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Chapitre III – Informations complémentaires – Fonds dédiés

Le poste fonds dédiés est alimenté par les fonds reçus de financeurs et non utilisés à la clôture de l'exercice. Ce poste est évalué par votre Directeur Général des services en fonction des actions menées sur l'exercice.

Chapitre IV - Délégation de Service Public

Le chapitre qui traite du CISP décrit le degré d'avancement des travaux de réhabilitation contractuels ainsi que le traitement comptable qui leur est appliqué.

Les notes de l'annexe exposent les règles et méthodes comptables retenues par votre Association pour l'établissement des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2023.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre Association, nous avons vérifié la correcte application du changement de réglementation comptable et de la présentation qui en est faite.

VÉRIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données, dans le rapport moral et dans le rapport du Trésorier et dans les autres documents adressés aux adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.

RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'Association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'administration lors de sa séance du 17 mai 2024.

RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de Commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de Commissaire aux Comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Comme chaque année, nous avons établi un rapport particulier qui donne une information complémentaire sur les résultats produits par les annexes et les structures partenaires de la LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT durant l'année 2023. De plus, conformément à la loi du 15 mai 2001, nous avons rédigé un rapport spécial sur les conventions réglementées, qui retrace les conclusions de nos contrôles en ce domaine.

Paris, le 7 juin 2024

Pour **FERCO S.A.S**
Commissaire aux Comptes

Jean - Christophe FORESTIER
Commissaire aux comptes



ANNEXE

Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux Comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

BILAN ACTIF

Désignation de l'association L.1901 :	LA LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT	Durée de l'exercice (mois)	12
Adresse de l'association :	3, rue Récamiér 75007 PARIS	Durée de (n-1)	12
Numéro Siret :	775 666 415 00010	code NAF :	9499 Z

		A Fin (n-1) clos le			
	n°	A Fin (n) clos le :		31/12/2023	31/12/2022
		Valeur Brute	Amor.& Dépréciations.	Valeur Nette	Valeur Nette
ACTIF IMMOBILISE IMMOBILISATIONS INCORPORELLES . Logiciels . Autres . Avances et acomptes		<i>Colonne 1</i>	<i>Colonne 2</i>	<i>Colonne 3</i>	<i>Colonne 4</i>
	A1	1 099 745,34	836 352,20	263 393,14	96 604,58
	A2				
	A3	1 099 745,34	836 352,20	263 393,14	96 604,58
	A4				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES . Terrains . Constructions . Installations techniques, matériel et outillage industriel . Autres immobilisations corporelles . Immobilisations corporelles en cours . Avances et acomptes	A5	60 256 585,71	36 378 904,68	23 877 681,03	24 026 051,68
	A6	13 775 826,16		13 775 826,16	13 775 826,16
	A7	39 777 656,86	31 126 250,86	8 651 406,00	8 906 264,35
	A8	3 306 282,10	2 907 948,66	398 333,44	467 688,44
	A9	3 080 197,16	2 344 705,16	735 492,00	602 101,70
	A10				
	A11	316 623,43		316 623,43	274 171,03
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES . Participations . Créances rattachées à des participations . Autres titres immobilisés . Prêts . Autres immobilisations financières	A12	8 665 049,62	1 481 646,58	7 183 403,04
A13		4 538 606,19	479 646,58	4 058 959,61	4 058 959,61
A14		3 404 916,74	952 000,00	2 452 916,74	1 038 000,00
A15		612 109,14		612 109,14	412 102,32
A16					
A17		109 417,55	50 000,00	59 417,55	49 948,27
TOTAL ACTIF IMMOBILISE I		A18	70 021 380,67	38 696 903,46	31 324 477,21
ACTIF CIRCULANT STOCKS ET EN COURS . Matières premières et approvisionnements . Marchandises	A19				
	A20	251 039,72		251 039,72	229 419,00
CREANCES . Créances clients, usagers et comptes rattachés . Créances reçues par legs ou donations . Autres créances . Fournisseurs débiteurs	A21	224 650,05		224 650,05	202 783,62
	A22	26 389,67		26 389,67	26 635,38
	A23	72 122 204,67	1 257 346,82	70 864 857,85	21 264 180,57
	A24	19 992 020,53	1 257 346,82	18 734 673,71	18 038 851,46
	A25				
	A26	51 231 184,14		51 231 184,14	2 186 332,82
	A27	899 000,00		899 000,00	1 038 996,29
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT INSTRUMENTS DE TRESORERIE DISPONIBILITES	A28	7 716 828,06		7 716 828,06
A29					
A30		7 237 968,46		7 237 968,46	1 636 960,10
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	A31	1 783 758,85		1 783 758,85	1 957 394,96
TOTAL ACTIF CIRCULANT II	A32	89 111 799,76	1 257 346,82	87 854 452,94	44 902 006,63
FRAIS D'EMISSION DES EMPRUNTS III	A33				
PRIMES DE REMBOURSEMENT DES EMPRUNTS IV	A34				
ECARTS DE CONVERSION ACTIF V	A35				
TOTAL ACTIF (I+II+III+IV+V)	A36	159 133 180,43	39 954 250,28	119 178 930,15	74 583 673,09

BILAN PASSIF

	n°	31/12/2023	31/12/2022
FONDS PROPRES			
FONDS PROPRES SANS DROIT DE REPRISE			
. Fonds propres statutaires	B1		
. Fonds propres complémentaires	B2	13 156 935,13	13 535 868,54
FONDS PROPRES AVEC DROIT DE REPRISE	B3		
. Fonds propres statutaires	B4		
. Fonds propres complémentaires	B5		
ECART DE REEVALUATION	B6	1 208 433,89	1 208 433,89
RESERVES	B7	2 838 685,20	2 824 797,90
. Réserves statutaires ou contractuelles	B8	316 144,27	302 256,97
. Réserves pour projet de l'entité	B9		
. Réserves de trésorerie	B10		
. Autres réserves	B11	2 522 540,93	2 522 540,93
REPORT A NOUVEAU	B12		
EXCEDENT OU DEFICIT DE L'EXERCICE	B13	-957 871,06	-365 046,11
SITUATION NETTE	B14	16 246 183,16	17 204 054,22
FONDS PROPRES CONSOMPTIBLES			
Subventions d'investissement	B15	53 016,55	57 017,80
. Brut	B16	80 025,00	171 484,50
. Amortissements	B17	27 008,45	114 466,70
. Provisions réglementées	B18		
TOTAL FONDS PROPRES I	B19	16 299 199,71	17 261 072,02
FONDS REPORTES ET DEDIES II	B20	2 445 961,21	1 722 315,30
. Fonds reportés liés aux legs ou donations	B21		
. Fonds dédiés	B22	2 445 961,21	1 722 315,30
PROVISIONS III	B23	3 898 401,85	3 810 206,81
. Pour Risques	B24	925 009,96	989 489,65
. Pour Charges	B25	2 973 391,89	2 820 717,16
DETTES	B26	26 595 197,35	32 892 534,49
. Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)	B27		
. Emprunts auprès des établissements de crédit	B28	3 199 793,77	4 468 225,57
. Emprunts et dettes financières diverses	B29	6 663,34	6 663,07
. Avances reçues organismes et usagers créditeurs	B30	1 851 836,63	2 430 273,59
. Fournisseurs et comptes rattachés	B31	15 357 092,04	19 664 079,41
. Dettes de legs ou donations	B32		
. Dettes fiscales et sociales	B33	4 276 499,55	4 177 336,11
. Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	B34	133 417,91	35 756,35
. Autres dettes	B35	1 769 894,11	2 110 200,39
. Instruments de trésorerie	B36		
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	B37	69 940 170,03	18 897 544,47
TOTAL DETTES ET ASSIMILES IV	B38	96 535 367,38	51 790 078,96
Ecart de conversion Passif V	B39		
TOTAL DU PASSIF (I+II+III+IV+V) B40		119 178 930,15	74 583 673,09

COMPTE DE RESULTAT

	n°	31/12/2023	31/12/2022
PRODUITS D'EXPLOITATION			
Cotisations	C1	2 704 739,72	2 461 516,82
Ventes de marchandises	C2	6 245,45	5 407,92
Ventes de prestations de services	C3	50 416 982,52	40 620 579,64
TOTAL PRODUITS NETS	C4	53 127 967,69	43 087 504,38
Produits de tiers financeurs :			
Concours publics et subventions d'exploitation	C5	28 177 466,04	28 495 480,57
Versement des fondateurs ou consommations de la dotation consommptible	C6		
Ressources liées à la générosité du public	C7		
Dons manuels	C8	20 315,64	28 350,00
Mécénats	C9		
Legs, donations et assurances vies	C10		
Contributions financières	C11		
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	C12	561 342,86	587 776,19
Transferts de charges	C13	-73 699,34	-315 050,63
Utilisation des fonds dédiés	C14	1 722 315,30	161 383,00
Autres produits	C15	9 727 661,12	11 375 155,20
TOTAL (a)	C16	93 263 369,31	83 420 598,71
CHARGES D'EXPLOITATION			
Achats de marchandises	C17	633,64	1 321,54
Variation de stocks (marchandises)	C18	2 126,90	241,67
Achats de matières premières et autres approvisionnements	C19	37 397 515,34	29 254 490,17
Variation de stocks (matières premières et autres approvisionnements)	C20	-23 747,62	-10 892,64
Autres achats et charges externes (b)	C21	7 883 322,46	7 412 406,38
Aides financières	C22		
Impôts, taxes et versements assimilés	C23	2 030 821,88	2 033 452,64
Salaires et traitements	C24	12 870 628,99	11 996 562,21
Charges sociales	C25	5 063 758,40	4 883 303,72
Dotations aux amortissements des immobilisations	C26	819 411,68	855 776,56
Dotations aux provisions sur immobilisations	C27		
Dotations aux dépréciations sur actifs circulant	C28	34 871,99	20 238,36
Dotations aux provisions pour risques et charges	C29	580 643,07	367 975,70
Reports en fonds dédiés	C30	2 445 961,21	1 722 315,30
Autres charges	C31	24 705 970,13	25 193 688,61
TOTAL (c)	C32	93 811 918,07	83 730 880,22
1 - RESULTAT D'EXPLOITATION			
(I - II)	C33	-548 548,76	-310 281,51
PRODUITS FINANCIERS			
De participations (d)	C34	233 098,67	225 629,47
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé (d)	C35		30 914,45
Autres intérêts et produits assimilés (d)	C36	308 566,16	1 347,30
Reprise sur provisions, dépréciations et transferts de charge	C37		712 500,00
Différences positives de change	C38	64,70	108,82
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placements	C39		29 801,95
TOTAL	C40	541 729,53	1 000 301,99
CHARGES FINANCIERES			
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	C41		400 000,00
Intérêts et charges assimilées (e)	C42	820 425,56	1 279 110,33
Différence négatives de change	C43	1 029,44	948,26
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	C44		
TOTAL	C45	821 455,00	1 680 058,59
2 - RESULTAT FINANCIER			
(III - IV)	C46	-279 725,47	-679 756,60
3 - RESULTAT COURANT			
(I - II + III - IV)	C47	-828 274,23	-990 038,11

COMPTE DE RESULTAT

	n°	31/12/2023	31/12/2022
PRODUITS EXCEPTIONNELS			
Sur opérations de gestion	C48		708 917,00
Sur opérations en capital (f)	C49	6 500,00	2 654 390,39
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	C50		
TOTAL (V)	C51	6 500,00	3 363 307,39
CHARGES EXCEPTIONNELLES			
Sur opérations de gestion	C52		
Sur opérations en capital (g et h)	C53	4 112,83	1 825 259,10
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	C54		829 131,29
TOTAL (VI)	C55	4 112,83	2 654 390,39

4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	C56	2 387,17	708 917,00
---	------------	-----------------	-------------------

5 - PARTICIPATION DES SALAIRES AUX RESULTATS (VII)	C57		
---	------------	--	--

6 - IMPOTS SUR LES BENEFICES (VIII)	C58	131 984,00	83 925,00
--	------------	-------------------	------------------

Total PRODUITS (I + III + V)	C59	93 811 598,84	87 784 208,09
Total CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	C60	94 769 469,90	88 149 254,20

7 - RESULTAT (Produits - Charges)	C61	-957 871,06	-365 046,11
---	------------	--------------------	--------------------

(a) Dont produits afférents à des exercices antérieurs	C62		
(b) Dont redevances sur crédit-bail mobilier	C63		
redevances sur crédit-bail immobilier	C64		
(c) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs	C65		
(d) Dont produits concernant des entreprises liées	C66		
(e) Dont intérêts concernant des entreprises liées	C67		
(f) Dont produits de cession des immobilisations	C68	6 500,00	
(g) Dont valeurs brutes des immobilisations cédées ou sorties	C69	1 802 318,11	3 842 995,79
(h) Dont amortissements des immobilisations cédées ou sorties	C70	1 798 205,28	2 017 736,69

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature	C71		
Prestations en nature	C72		
Bénévolat	C73		
TOTAL	C74		
CHARGES DE CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature	C75		
Mise à disposition gratuite de biens	C76		
Prestations en nature	C77		
Personnel bénévole	C78		
TOTAL	C79		

LA LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT

ANNEXE AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2023 dont le total est de 119 178 930,15 Euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, et dégageant une insuffisance de - 957 871,06 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

La présente liasse comporte 21 feuillets indissociables qui ont été arrêtés le 17/05/2024 par le Conseil d'Administration de l'Association.

Les comptes annuels ont été établis et présentés selon la réglementation en vigueur résultant du règlement 2018-06 du 5 décembre 2018 de l'Autorité des Normes Comptables (ANC) relatif au Plan Comptable Général, homologué par l'arrêté du 26 décembre 2018 (JO du 30 décembre 2018).

Objet social, activités et moyens mis en œuvre :

Objet :

« La Ligue française de l'enseignement, Confédération générale des oeuvres laïques, Mouvement d'éducation populaire », dite « la Ligue de l'enseignement » fondée par Jean Macé en 1866 a pour but, au service de l'idéal laïque, démocratique et républicain, de contribuer au progrès de l'éducation sous toutes ses formes.

Mouvement d'éducation populaire, elle invite les femmes et les hommes à s'associer pour débattre et agir afin :

- 1- de permettre à chacun de comprendre la société où il vit, de s'y exprimer et d'agir en citoyen afin de favoriser à tous les niveaux politiques le développement d'une vie démocratique laïque, soucieuse de justice sociale et attachée à la paix ;
- 2- de développer toutes les initiatives collectives favorisant l'épanouissement le plus large des personnes par un égal accès de tous à l'éducation, à la formation, à la vie professionnelle, à la culture, à la communication, au sport, aux vacances et aux loisirs ;
- 3- de faire vivre la laïcité, principe constitutionnel et valeur universelle qui implique la reconnaissance de l'égale dignité de chaque être humain, par une action permanente :
 - pour garantir la liberté de conscience, la liberté de culte, la liberté de pensée et l'organisation autonome des pouvoirs publics assurant le pluralisme des convictions, la liberté d'expression et l'égalité en droit de tous les citoyens,
 - pour combattre les inégalités et toutes les formes de discriminations, notamment à raison de l'origine ethnique ou nationale, de la religion ou des convictions, du sexe, de l'âge, du handicap, de l'orientation sexuelle...

Étant donné son caractère, elle s'interdit toute action partisane dans le domaine politique ou dans le domaine religieux.

Missions :

Pour atteindre cet objet, elle participe à l'élaboration démocratique et à la mise en oeuvre de politiques publiques d'éducation, de formation, d'action culturelle et sportive, d'action sociale et de communication, en ce qu'elles favorisent, par des actions coordonnées de l'État, des collectivités territoriales et des institutions européennes, une réelle garantie des droits civils et politiques, économiques et sociaux, les libertés fondamentales et le progrès de la démocratie.

Comme mouvement d'éducation populaire, elle se donne pour mission d'être à la fois :

- un mouvement d'éducation laïque qui concourt à la démocratisation, l'extension et l'amélioration du service public de l'Éducation nationale sur l'ensemble du territoire français associant les collectivités territoriales et les citoyens dans le respect de la mixité sociale et de la diversité culturelle ;

- un mouvement social fédérant des associations et des personnes morales qui encourage toutes les initiatives individuelles et collectives, en vue de développer l'éducation tout au long de la vie, de favoriser l'engagement civique et de faire vivre la solidarité. Pour cela, la Ligue de l'enseignement suscite la création d'associations et d'institutions laïques éducatives, culturelles, sportives et sociales. elle contribue à l'animation de ces associations et institutions et à la défense de leurs intérêts ;
- un mouvement d'idées qui favorise les lieux de rencontre et de débats, qui donne aux citoyens l'envie de connaître et de comprendre les questions de société pour exercer une pleine citoyenneté ;
- une organisation d'économie sociale qui promeut l'économie au service de l'Homme et développe des activités s'inscrivant dans ce cadre tout en respectant son caractère à but non lucratif, notamment l'organisation de services éducatifs, sociaux et culturels, de voyages et séjours de vacances, d'activités sportives et de loisirs, d'actions de formation...

Elle prolonge ses missions dans l'union européenne et dans la coopération internationale par des partenariats avec des organisations partageant ses buts et ses valeurs.

Moyens :

Mouvement laïque d'éducation populaire, la Ligue de l'enseignement propose des activités éducatives, culturelles, sportives et de loisirs. Elle regroupe, à travers 103 fédérations départementales, près de 24 000 associations locales présentes dans 20 000 communes et représentant plus d'un million d'adhérents.

Champs d'action :

L'éducation et la formation :

La Ligue de l'enseignement accompagne les acteurs éducatifs, les enseignants, les familles, les formateurs et les animateurs, les élus et agents des collectivités locales, pour que ce droit profite réellement à tous et tout au long de la vie.

La culture :

Par un réseau dense de diffusion culturelle, la Ligue de l'enseignement s'adresse à des publics divers, à commencer par les enfants et les jeunes, en mobilisant les trois leviers de l'éducation artistique et culturelle : la fréquentation des œuvres, la rencontre avec les artistes et les pratiques artistiques. Tous les arts sont concernés (cinéma, spectacle vivant, musique, etc.). La Ligue de l'enseignement est particulièrement attentive à développer le goût de la lecture et à contribuer à la démocratisation de la culture numérique.

Les vacances et loisirs éducatifs :

Premier organisateur de colonies de vacances, avec Vacances pour tous, la Ligue de l'enseignement plaide pour la démocratisation de cette expérience hors du cadre familial, propice à l'approfondissement d'une passion, à l'exploration de nouveaux centres d'intérêts et à l'apprentissage du « vivre ensemble ». L'organisation de séjours pour les écoliers, collégiens et lycéens en classes de découvertes en France et à l'étranger favorise également l'émancipation du jeune ainsi que la découverte de nouvelles cultures. Enfin, les séjours en familles dans nos centres et villages de vacances favorisent le temps passé en famille autour des loisirs et de la découverte de nouveaux horizons. La Ligue de l'enseignement favorise la mobilité des jeunes en accompagnant également leurs projets d'engagement et de solidarité en Europe ou à l'international.

I) Faits caractéristiques de l'exercice

- Salaires et charges sociales :

La hausse de de l'indice entraîne ue augmentation de la masse salariale de 700 000€.

- Arrêt de la convention de gestion VPTI – Résidence hôtelière Saint Ouen :

L'exploitant étant VPTI, le protocole de sortie signé en 2023 avec le propriétaire n'a pas d'impact sur le résultat 2023 de la Ligue.

- Subvention Ministère de l'Education Nationale :

La convention pluriannuelle 2023 - 2025 a été signée pour un montant identique à la précédente convention. L'acompte a été reçu en septembre 2023.

II) Conventions générales comptables

Elles ont été appliquées dans le respect du principe de prudence : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables, indépendance des exercices et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

- Immobilisations

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique. Il faut préciser qu'en 1990 il a été procédé à une réévaluation libre des actifs immobilisés corporels. L'écart de réévaluation a été viré au fonds associatif. Depuis 1990, la règle de réévaluation annuelle systématique a été écartée.

Lors de la clôture de l'exercice 2005, le patrimoine immobilier a vu ses coûts historiques réaffectés conformément aux nouvelles règles comptables, c'est à dire en tenant compte de la valeur vénale et des flux de trésorerie futurs attendus de ces actifs. La méthode prospective a été retenue.

Ceci a conduit à transférer les sur-amortissements constatés sur les immeubles aux postes d'agencements qui nécessitaient un complément d'amortissement.

Depuis l'exercice 2018, les amortissements ne sont plus comptabilisés sur les sièges de Saint Fargeau et Récamier, leur valeur de revente étant plus importante que leur valeur nette comptable au bilan.

- Provisions

En cohérence de la démarche de retraitement des actifs, l'exercice 2005 a vu restructurer la dotation aux provisions pour travaux sur le patrimoine afin de couvrir le programme de réhabilitation. Les dépenses sont affectées site par site en perspective de leur réalisation, et sont alors comptabilisées en charges d'exploitation, le corollaire étant la reprise, à due concurrence, de la provision antérieurement constituée.

Les travaux projetés font l'objet d'une actualisation annuelle lors de l'arrêté des comptes, ce qui peut conduire à la substitution d'un projet à un autre, amenant ainsi à réaffecter la provision devenue sans objet, pour un montant au moins équivalent à un projet identifié comme plus urgent.

Les travaux réalisés en 2023 ont donné lieu à une reprise de provision de 64 479,69 €.

Le plan patrimoine voté en Conseil d'Administration en 2020 prévoit d'utiliser les ressources dégagées par les cessions de centres pour réaliser des travaux de réhabilitation. La cession du village l'Arnèche en 2022 a permis de doter la somme de 742 299,15€ au plan patrimoine.

La provision cumulée et constituée à ce titre après reprise et dotation de l'exercice apparaît au passif pour 925 009,96 €.

- Immobilisations financières

Nous avons procédé à un abandon de créances de 800 000 euros en faveur de notre filiale VPTI avec clause de retour à meilleure fortune. Cette somme est enregistrée en charges financières (ligne C42 du compte de résultat).

Pour mémoire, les titres VPTI sont provisionnés à 100% pour la somme de 189 646,58€ et la provision pour compte courant est maintenue à hauteur de 952 000 €. Les abandons de créances cumulés depuis 2017 représentent la somme de 4 725 000€.

Le dividende perçu sur les résultats 2022 de notre filiale INFREP a été comptabilisé en 2023 pour 200 000€ (ligne C34 du compte de résultat).

- Opérations en devises

Notre activité séjour à l'étranger nous conduit habituellement à procéder à des achats à terme de devises destinés à garantir les prix de nos séjours en catalogue. Le solde des devises en compte à la date de clôture est valorisé au dernier cours connu.

Aucun achat à terme n'a été réalisé pour 2023.

- Créances clients et produits perçus d'avance

La volonté d'administrer de façon transparente la centrale de réservation a nécessité de concevoir un logiciel qui identifie en permanence le carnet de commande et permet le suivi de l'encaissement des créances clients sur séjours échus et non échus. Ceci conduit à présenter à l'actif du bilan la créance clients à encaisser et au passif du bilan les séjours non échus sur la ligne produits constatés d'avance. Les dépréciations ont été constituées lorsqu'elles sont apparues nécessaires.

- Subventions

La mise en application du nouveau plan comptable en 2020 nécessite l'enregistrement de la totalité des CPO(s) signées en 2023 en compte subventions à recevoir, en contrepartie des comptes de produits subventions pour la part 2023, et produits constatés d'avance pour la part concernant les exercices suivants. Les CPO signées en 2023 enregistrées en produit constatés d'avance représentent la somme de 49 803 200€ (Ministère de l'Education Nationale et de la Jeunesse)

La part 2023 des CPO antérieures reprise en compte de produits subventions, en contrepartie des produits constatés d'avance est de 256 000 €.

- Fiscalité

Les instructions administratives de septembre 1998 et février 1999 nous ont conduit en 2000 à assujettir une part de nos activités du service vacances aux impôts commerciaux.

- Rémunérations des dirigeants

Aucun administrateur n'a été salarié sur l'exercice 2023.

III) Informations complémentaires

- Indemnité de fin de carrière

Cet engagement vis-à-vis du personnel est comptabilisé selon la même méthode que celle arrêtée en 2009, à savoir les salariés âgés de 55 ans au moins avec une projection de départ à 67 ans quelle que soit leur ancienneté.

A ce titre figure au chapitre provisions au passif du bilan une somme de 2 677 391,89 €.

La provision contient à la fois l'indemnité en principal et les charges sociales patronales.

- Service Civique

La Ligue de l'enseignement gère depuis le 1^{er} septembre 2010 des contrats de service civique. L'agrément porte sur 4 505 postes pour l'année 2023. Nous avons accueilli 3 646 volontaires cette année, et au 31 décembre 2023, 2 623 postes étaient pourvus.

Fonds dédiés

La partie non utilisée des subventions fait l'objet d'un report au bénéfice de l'exercice suivant. Cette ligne apparaît en charges d'exploitation sur la ligne report de ressources non utilisées des exercices antérieurs, et au passif du bilan sous le vocable fonds dédiés (ligne B22).

Bénévolat

La Ligue de l'enseignement étant une tête de réseau, elle n'a à ce titre pas de bénévoles directs, en dehors des fonctions électives (Conseil d'administration et bureau notamment). Les actions menées par les bénévoles le sont sur les territoires animés par les fédérations départementales de la Ligue.

Toute valorisation de ces contributions volontaires en nature reviendrait à comptabiliser deux fois le bénévolat, une fois dans la fédération, une fois dans la tête de réseau. C'est pourquoi le parti pris est de ne pas valoriser le bénévolat au niveau confédéral.

IV) Délégation de Service Public (DSP)

La confédération s'est vue renouveler par la ville de Paris à compter du 1^{er} septembre 2016, la gestion pour dix ans de deux centres d'hébergement et d'un centre d'animation.

L'exercice comptable de cette délégation court du 1^{er} septembre au 31 août de chaque année. Il a été créé un établissement comptable spécifique agrégé aux comptes de la Ligue.

Cette délégation a nécessité la prise en considération dans nos comptes des contraintes imposées par le délégataire, à savoir :

- Travaux de réhabilitation

Obligation nous est faite de procéder à des travaux destinés à être absorbés intégralement sur les comptes de notre gestion (10 ans). Afin de lisser la charge d'exploitation, une charge d'entretien linéaire représentant 10 % de l'enveloppe de l'engagement contractuel est comptabilisée et trouve sa contrepartie, soit en engagements pour les travaux réalisés, soit dans un poste de frais à payer pour les travaux non encore engagés.

Sur les quatre premiers mois de cette DSP, nous avons enregistré la somme de 4 451,47 € en charges constatées d'avance, soit un montant cumulé au 31/12/23 de 823 466,39 €.

- Indemnités de fin de carrière

La convention de délégation nous prescrit d'assumer ce poste de charges tout au long de notre gestion (10 ans). Nous avons retenu de lisser le provisionnement de cet engagement sur la durée de notre gestion pour les personnels devant partir à la retraite. Au 31/12/2023, le total s'élève à 203 582,88 € (compte 428300).

- Résultat CISP

Le résultat du 4^e exercice de la DSP du 01/09/22 au 31/08/23 s'est élevé à : 102 093,84 € .

Pour ce qui est de la période du 01/09/23 au 31/12/23, le résultat intermédiaire s'élève à 515 169,26 €. La neutralisation des résultats s'effectue sur la ligne C13.

V) Evènements post clôture

Le centre d'Hourtin a fait l'objet d'une promesse de vente, dont le délai de levée des conditions suspensives court jusqu'au mois de juillet 2024.

Une promesse de vente est également en cours pour le village Léon Bourgeois.

Les travaux de rénovation du Théâtre Récamier se terminent en 2024. L'activité de la SETR n'a donc pas démarré en 2023.

MOUVEMENTS DES IMMOBILISATIONS AU 31/12/2023

	Valeur Brute au début	Acquisitions	Apports Rééval.	Cessions, hors service et regul.	Virements de postes	Valeur Brute à la fin
	<i>Col. 1</i>	<i>Col. 2</i>	<i>Col. 3</i>	<i>Col. 4</i>	<i>Col. 5</i>	<i>Col. 6</i>
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 652 563,26	72 360,00		799 915,04	174 737,12	1 099 745,34
. Logiciels						
. Autres	1 652 563,26	72 360,00		799 915,04	174 737,12	1 099 745,34
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	60 664 143,48	875 234,90		1 108 055,55	-174 737,12	60 256 585,71
. Terrains	13 775 826,16					13 775 826,16
. Constructions sur sol propre	38 694 938,01					38 694 938,01
. Constructions sur sol d'autrui	1 082 718,85					1 082 718,85
. Insatallations techniques, matériel et outillage industriel	3 271 679,93	78 654,67		44 052,50		3 306 282,10
. Autres immobilisations corporelles	3 564 809,50	473 738,23		958 350,57		3 080 197,16
. Matériel de transport						
. Autres						
. En cours	274 171,03	322 842,00		105 652,48	-174 737,12	316 623,43
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	7 040 656,78	2 428 923,56		804 530,72		8 665 049,62
. Participations	4 538 606,19					4 538 606,19
. Créances rattachées à des participations	1 990 000,00	2 214 916,74		800 000,00		3 404 916,74
. Autres titres immobilisés	412 102,32	200 006,82				612 109,14
. Prêts						
. Autres immobilisations financières	99 948,27	14 000,00		4 530,72		109 417,55
TOTAL ACTIF IMMOBILISE	69 357 363,52	3 376 518,46		2 712 501,31		70 021 380,67

MOUVEMENTS DES AMORTISSEMENTS AU 31/12/2023

	Amortis. au début	Dotations exercice	Apports	Reprises Amortis.	Virements de postes	Amortis. à la fin
	<i>Col. 1</i>	<i>Col. 2</i>	<i>Col. 3</i>	<i>Col. 4</i>	<i>Col. 5</i>	<i>Col. 6</i>
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 555 958,68	80 308,56		799 915,04		836 352,20
. Logiciels						
. Autres	1 555 958,68	80 308,56		799 915,04		836 352,20
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	36 638 091,80	739 103,12		998 290,24		36 378 904,68
. Terrains						
. Constructions sur sol propre	29 799 516,50	252 265,92				30 051 782,42
. Constructions sur sol d'autrui	1 071 876,01	2 592,43				1 074 468,44
. Insatallations techniques, matériel et outillage industriel	2 803 991,49	148 009,67		44 052,50		2 907 948,66
. Autres immobilisations corporelles	2 962 707,80	336 235,10		954 237,74		2 344 705,16
. Matériel de transport						
. Autres						
. En cours						
TOTAL AMORTISSEMENTS SUR ACTIF IMMOBILISE	38 194 050,48	819 411,68		1 798 205,28		37 215 256,88

VARIATION DES FONDS ASSOCIATIFS AU 31/12/2023

	Valeur au début	Dotations	Reprises	Solde à la fin
Fonds propres sans droit de reprise				
Fonds propres statutaires				
Fonds propres complémentaires	13 535 868,54		378 933,41	13 156 935,13
Fonds propres avec droit de reprise				
Fonds propres statutaires				
Fonds propres complémentaires				
Ecart de réévaluation	1 208 433,89			1 208 433,89
Réserves				
Réserves statutaires ou contractuelles	302 256,97	13 887,30		316 144,27
Réserves pour projet de l'entité				
Réserves de trésorerie				
Autres réserves	2 522 540,93			2 522 540,93
Report à nouveau				
Résultat de l'exercice	-365 046,11	-957 871,06	-365 046,11	-957 871,06
Situation nette	17 204 054,22	-943 983,76	13 887,30	16 246 183,16
Fonds propres consommables				
Subventions d'investissement	57 017,80	-4 001,25		53 016,55
Brut	171 484,50		91 459,50	80 025,00
Amortissement	-114 466,70	-4 001,25	-91 459,50	-27 008,45
Provisions réglementées				
TOTAL FONDS ASSOCIATIFS	17 261 072,02	-947 985,01	13 887,30	16 299 199,71

MOUVEMENTS DES DEPRECIATIONS ET PROVISIONS AU 31/12/2023

	Montant au Début n	Dotations exercice		Reprises de provisions		Régularisations ou Apports (1)	Montant en Fin n
		Exploitat.	Financ & Except	Exploitat.	Financ & Except		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	3 810 206,81	580 643,07		492 448,03			3 898 401,85
- Autres provisions pour risques et charges		110 000,00					110 000,00
- Provisions sur immobilisations	989 489,65			64 479,69			925 009,96
- Provisions pour procédures en cours	57 406,00			47 406,00			10 000,00
- Provisions pour retraites	2 687 311,16	370 643,07		380 562,34			2 677 391,89
- Provisions pour réunions statutaires	76 000,00	100 000,00					176 000,00
DEPRECIATIONS	2 773 016,24	34 871,99		68 894,83			2 738 993,40
- Des immobilisations							
- Des participations	479 646,58						479 646,58
- Des créances rattachées à des participations	952 000,00						952 000,00
- Des autres titres immobilisés							
- Des autres immobilisations financières	50 000,00						50 000,00
- Sur clients, organismes et usagers	1 246 028,01	34 871,99		23 553,18			1 257 346,82
- Sur autres créances	17 933,65			17 933,65			
- Sur fournisseurs débiteurs	27 408,00			27 408,00			
TOTAL DEPRECIATIONS ET PROVISIONS	6 583 223,05	615 515,06		561 342,86			6 637 395,25

561 342,86

6 637 395,25

ECHEANCES CREANCES ET DETTES AU 31/12/2023

ETAT DES CREANCES

	Brut	A 1 an au +	A plus d'un an
1. De l'ACTIF IMMOBILISE	3 514 334,29	3 404 916,74	109 417,55
. Créances rattachées à des participations	3 404 916,74	3 404 916,74	
. Prêts			
. Autres immobilisations financières	109 417,55		109 417,55
2. De l'ACTIF CIRCULANT	73 649 620,64	48 925 020,64	24 724 600,00
. Organismes et usagers (+ factures à établir)	17 118 677,79	17 118 677,79	
. Fédérations	2 873 342,74	2 873 342,74	
. Autres créances	50 974 841,26	26 250 241,26	24 724 600,00
. Fournisseurs débiteurs (y compris d'immobilisations)	899 000,00	899 000,00	
. Charges constatées d'avance	1 783 758,85	1 783 758,85	
TOTAL DES CREANCES	77 163 954,93	52 329 937,38	24 834 017,55

ETAT DES DETTES

	Brut	A 1 an au +	A plus d'un an
3. EMPRUNTS	3 228 806,32	1 288 886,32	1 939 920,00
. Emprunts auprès des établissements de crédit (+ intérêts courus non échus)	3 199 793,77	1 274 975,24	1 924 818,53
. Emprunts et dettes diverses : dépôts et cautionnements reçus (+ intérêts courus non échus)	29 012,55	13 911,08	15 101,47
4. AUTRES DETTES	93 328 910,27	68 604 310,27	24 724 600,00
. Avances reçues des organismes et usagers créditeurs	1 851 836,63	1 851 836,63	
. Fournisseurs et comptes rattachés	5 586 444,61	5 586 444,61	
. Fédérations	9 770 647,43	9 770 647,43	
. Dettes fiscales et sociales	4 276 499,55	4 276 499,55	
. Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	133 417,91	133 417,91	
. Autres dettes	1 769 894,11	1 769 894,11	
. Produits constatés d'avance	69 940 170,03	45 215 570,03	24 724 600,00
TOTAL DETTES ET ASSIMILES	96 557 716,59	69 893 196,59	26 664 520,00

ELEMENTS RELEVANT DE PLUSIEURS POSTES DU BILAN AU 31/12/2023

POSTES DU BILAN	MONTANT CONCERNANT LES ENTREPRISES		MONTANT DES DETTES OU CREANCES REPRESENTES PAR EFFETS DE COMMERCE
	ENTREPRISES LIEES ET RESEAU	AVEC LESQUELLES LA SOCIETE A UN LIEN DE PARTICIPATION ET FILIALES	
. Capital souscrit non appelé			
. Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles			
. Avances et acomptes sur immobilisations corporelles			
. Participations		4 538 606,19	
. Créances rattachées à des participations		3 404 916,74	
. Autres titres immobilisés			
. Prêts			
. Autres immobilisations financières			
. Avances et acomptes versés sur commandes	59 213,15		
. Créances clients et comptes rattachés	3 371 697,20	397 643,52	
. Autres créances	12 430,82	92 363,04	
. Capital souscrit appelé, non versé			
. Valeurs mobilières de placement			
. Disponibilités			
. Emprunts obligataires, convertibles			
. Autres emprunts obligataires			
. Emprunts et dettes financières auprès des établissements de crédit			
. Emprunts et dettes financières divers		600,00	
. Avances et acomptes reçus sur commande en cours	57 135,71		
. Dettes fournisseurs et comptes rattachés	9 818 267,30	2 001,50	
. Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
. Autres dettes	409 306,70		

TABLEAU DE VARIATION DES FONDS DEDIES AU 31/12/2023
--

VARIATION DES FONDS DEDIES ISSUE DE	MONTANT INITIAL	FONDS A ENGAGER AU DEBUT DE L'EXERCICE	UTILISATION EN COURS D'EXERCICE	A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	
				ENGAGEMENTS A REALISER SUR NOUVELLES RESSOURCES AFFECTEES	FONDS RESTANT A ENGAGER EN FIN D'EXERCICE
		A	B	C	D = A - B + C
Ademe (Eco-Label)	120 383,00	47 449,38	47 449,38		0,00
Service civique (AAP CEJ)	1 050 000,00	1 050 000,00	407 572,93		642 427,07
Ministère Affaires Etrangères (Construire le monde d'Après)	20 000,00	20 000,00	20 000,00		0,00
Jeunesse et Sport (Transitère)	50 000,00	42 677,05	4 044,20		38 632,85
Erasmus MigrArts	185 989,00	139 056,10	31 785,26		107 270,84
EACEA (Ashoah)	111 000,00	81 000,48	39 930,24		41 070,24
AFD (Jeunes Ambassadeurs)	370 000,00	342 132,29	112 841,36		229 290,93
ERASMUS (Ecoreact)	400 000,00		105 731,67		294 268,33
ERASMUS (E Say)	400 000,00		24 097,16		375 902,84
Ministère du Travail (Definum)	994 000,00		276 901,89		717 098,11
	3 701 372,00	1 722 315,30	1 070 354,09	0,00	2 445 961,21

DETAIL DES SUBVENTIONS AU 31/12/2023

SUBVENTIONNEURS	2023	2022
Ministère de l'Education Nationale et de la Jeunesse CPO 2023 - 2025	24 249 600,00	24 249 600,00
Ministère de l'Education Nationale et de la Jeunesse		
Direction de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative.....	300 000,00	300 000,00
Avenant développement du Service civique.....	544 264,00	627 084,00
DJEPVA - Programme Transi'terre.....	600,00	50 000,00
Ministère de l'Education Nationale et de la Jeunesse CDVA CPO 2022 - 2024		
Direction de la jeunesse, de l'éducation populaire et de la vie associative, Formation des bénévoles	112 000,00	112 000,00
Ministère de l'Education Nationale et de la Jeunesse		
Fonjep - CPO 2023.....	188 647,50	188 646,50
Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères		
FONJEP - VVSI JSI (Solidarité Internationale).....	253 100,00	277 450,00
Construire le Monde d'Après.....		20 000,00
Rwanda.....	20 000,00	
Ministère de l'Economie et des Finances		
Couts Fixes.....		325 492,00
Ministère de la Culture		
Avenant CPO 2022 - 2025.....	105 000,00	126 000,00
Avenant 2023.....	56 000,00	
Ministère chargé de la Ville Direction générale des collectivités locales - ANCT		
CPO 2023-2025 accompagnement politiques éducatives	70 000,00	70 000,00
CPO 2020 - 2022 Cités éducatives		8 850,00
CPO 2021 - 2023 plan de formation Valeurs de la République et laïcité.....	25 000,00	25 000,00
Ministère de l'Intérieur		
CIDPR Prévention de la Radicalisation.....		
Ministère du Travail		
PIC 2019-2021 Régularisation.....		-82 257,44
DEFINIUM 2023-2025.....	994 000,00	
Autres Ministères		
Secrétariat Général du Gouvernement, DILCRAH (Témoignages Génocide Rwanda).....		15 000,00
Régions		
Région Ile de France Salon de L'Education.....		48 000,00
Communes		
Batz s/Mer Ecole de voile.....	2 000,00	2 000,00
Commission Européenne		
CIV Ashoah.....		111 000,00
Caisse Nationale des Allocations Familiales		
Convention 2023.....	153 000,00	153 000,00
Etablissement Public		
Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie.....	14 000,00	
Office Franco-Allemand pour la Jeunesse	256 254,54	262 626,51
Agence Française de Développement Jeunes Ambassadeurs de l'ECSI.....		370 000,00
Agence du Service Civique AAP CEJ (Contrat d'Engagement Jeunes).....		1 050 000,00
Agence Erasmus Plus		
KA220 (2022-2025) MigrArts Arts et Culture pour l'intégration des migrants		185 989,00
KA220 (2022-2025) E Say The voice of fraternity	400 000,00	
KA220 (2023 2025) Ecoreact.....	400 000,00	
KA121 (2022 2023) Mobilités Adultes Formation.....	20 000,00	
	28 163 466,04	28 495 480,57

EMPRUNTS AUPRES DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT AU**31/12/2023****CAPITAL**

ANNEE	DUREE	TAUX	ORGANISME	TOTAL DU A L'ORIGINE	TOTAL ECHU A FIN N-1	ECHEANCES DE L'ANNEE N	TOTAL ECHU A FIN N	RESTE DU	CAPITAL RESTANT DU		
									- 1 AN	1 AN à 5 ANS	+ 5 ANS
2020	5 ANS	0,50%	BRED	2 550 000,00	314 694,11	632 843,59	947 537,70	1 602 462,30	637 478,83	964 983,47	
2020	5 ANS	0,30%	SOCIETE GENERALE	2 550 000,00	317 080,32	635 588,21	952 668,53	1 597 331,47	637 496,41	959 835,06	
TOTAL				5 100 000,00	631 774,43	1 268 431,80	1 900 206,23	3 199 793,77	1 274 975,24	1 924 818,53	0,00

INTERETS

ANNEE	DUREE	TAUX	ORGANISME		INTERETS COURUS NON ECHUS A FIN N		TOTAL INTERETS NON ECHUS	INTERETS NON ECHUS		
								- 1 AN	1 AN à 5 ANS	+ 5 ANS
2020	5 ANS	0,50%	BRED		15 154,31		15 154,31	9 567,89	5 586,42	
2020	5 ANS	0,30%	SOCIETE GENERALE		7 195,17		7 195,17	4 314,23	2 880,94	
TOTAL					22 349,48		22 349,48	13 882,12	8 467,36	0,00

PRODUITS A RECEVOIR AU 31/12/2023

MONTANT DES PRODUITS A RECEVOIR INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	MONTANT
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Organismes clients et usagers : factures à établir	1 414 634,14
Autres créances	
V.M.P. - Intérêts courus non échus	1 117,76
TOTAL	1 415 751,90

CHARGES A PAYER AU 31/12/2023

MONTANTS DES CHARGES A PAYER INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	MONTANT
Emprunts auprès des établissements de crédit : intérêts courus non échus	22 349,48
Emprunts et dettes diverses : intérêts courus non échus	28,96
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 807 548,27
Dettes fiscales et sociales	27 440,82
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	133 417,91
Autres dettes	
TOTAL	3 990 785,44

CHARGES ET PRODUITS CONSTATES D'AVANCE AU 31/12/2023

	CHARGES	PRODUITS
Charges/Produits d'exploitation	1 783 758,85	69 940 170,03
Charges/Produits financiers		
Charges/Produits exceptionnels		
TOTAL	1 783 758,85	69 940 170,03

ENGAGEMENTS FINANCIERS AU	31/12/2023
----------------------------------	-------------------

ENGAGEMENTS DONNES	MONTANT
Effets escomptés échus	
Avals et cautions	5 220 370,17
Engagements en matière de pensions	
Autres engagements donnés :	
Nantissement Parts Sociales BRED au titre de sûreté réelle	200 000,00
(Au profit de la BRED en garantie des prêts filiale SETR)	
TOTAL (1)	5 420 370,17
(1) Dont concernant :	
- les dirigeants	
- les filiales	5 420 370,17
- les participations	
- les autres entreprises liées	
- le réseau (F.D.)	
Dont engagements assortis de sûretés réelles	

Les cautions concernent :

- cautions sur prêts bancaires de la filiale VPTI	2 835 764,29
- caution sur prêts bancaires de la filiale SETR (conjointement avec l'APAC)	2 384 605,88
	5 220 370,17

EFFECTIFS AU 31/12/2023

	PERSONNEL SALARIE (N)		PERSONNEL SALARIE (N-1)	
	C.D.I	C.D.D	C.D.I	C.D.D
Cadres	90	1	78	1
Agents de maîtrise et techniciens	134	8	142	12
Employés	33	20	31	14
Employés (saisonniers centres de vacances)		26		22
Détachés		12		14
TOTAL	257	67	251	63

RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LES FILIALES ET LES PARTICIPATIONS AU 31/12/2023

ENTITES JURIDIQUES	CAPITAL (euros)	CAPITAUX PROPRES AUTRES QUE CAPITAL ET RESULTAT	QUOTE PART DU CAPITAL %	VALEUR COMPTABLE DES TITRES DETENUS		PRETS ET AVANCES CONSENTIS ET NON REMBOURSES	MONTANT DES CAUTIONS ET AVALS FOURNIS	C.A. HT DU DERNIER EXERCICE CLOS	BENEFICE OU PERTE DU DERNIER EXERCICE CLOS	DIVIDENDES ENCAISSES AU COURS DE L' EXERCICE	ECART DE REEVALUATION SUR TITRES DETENUS	DEPRECIATIONS SUR PRETS ET AVANCES CONSENTIS NON REMBOURSES ET AUTRES
				BRUTE	NETTE							
SARL LIGAP	122 500	1 866 133	50	3 811	3 811			1 492 939	265 828			
SASU GCMS	38 112	113 362	3	1 189	1 189			873 418	3 388			
SAS V.P.T.I.	191 250	-995 630	100	189 647	0	3 079 917	2 835 764	7 111 989	-453 727			952 000
SAS INFREP	3 022 500	4 658 137	100	3 022 500	3 022 500	100 000		31 926 500	799 862	200 000		
SCI PROMOTION LOISIRS	240 127	375 092	52	499 959	499 959			2 035	5 974			
SCI LES QUATRE SAISONS	400 000	0	80	320 000	320 000			131 270	35 403			
SAS SETR	1 500 000	-354 691	33	500 000	210 000	225 000	2 584 606	0	-104 087			